

Université de Montréal

**La capacité de servir la dette des pays en développement**

par  
Samira Nacef  
Département des Sciences Économiques  
Faculté des arts et des sciences

Rapport de recherche présenté à la faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M.Sc.)  
en sciences économiques

Juillet, 1997

© Samira Nacef 1997

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce rapport de recherche intitulé :

**La capacité de servir la dette des pays en développement**

Présenté par :

Samira Nacef

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Membres du jury : M. André Martens (Directeur de recherche)  
M. Rodrigue Tremblay

Rapport de recherche accepté le :

## SOMMAIRE

La situation économique et financière des pays en développement a commencé à se détériorer vers la fin des années 70, leur taux de croissance économique a régressé, leur déficit budgétaire a presque triplé, ce qui a amené la majorité de ces pays à recourir à l'endettement extérieur pour financer leurs déficits massifs et croissants.

Ce comportement a été encouragé par les grandes banques commerciales des pays industrialisés qui ont ouvert leurs guichets aux pays les plus divers alors que, jusqu'à la fin des années 1960, seul un nombre restreint de pays latino-américains (le Brésil, l'Argentine, le Chili et le Mexique) avait accès à cette source de crédit. Ces prêts ont été accordés sans se soucier de l'usage qui en sera fait.

L'origine de cette crise d'endettement, dont les répercussions se sont fait sentir dans le monde entier, remonte aux années 70 où le contexte de l'économie des pays industrialisés révélait des symptômes évidents de récession réelle, (la hausse des taux d'intérêt et la détérioration des termes de l'échange), ces derniers (les pays industrialisés) ont reporté en grande partie les effets de cette crise ou du coût de l'ajustement sur les pays en développement, ce qui les a plongé dans de très graves difficultés pour servir leur dette.

Durant la même période, les pays en voie de développement ont connu des déficits budgétaires considérables qui ont été compensés par des politiques monétaires et de crédit expansionnistes.

Les organisations internationales sont intervenues, conjointement avec les grands États industrialisés, pour éviter l'effondrement du système financier international. Dans un premier temps, ils ont organisé le report ou le refinancement des échéances de la dette des pays en voie de développement, seulement l'insuffisance de ces mesures avait fait admettre progressivement aux institutions financières que la dette ne pourrait être remboursée dans sa totalité. D'autres mesures ont été adoptées : abondance de créances et réduction de la dette, opérées à travers une grande variété d'innovations financières. Dix ans après le début de la crise, le système financier international a été renforcé, l'essentiel des séquelles de ses errements passés ont été éliminés et le scénario d'un crash bancaire général a été désormais écarté.

L'objectif de l'étude menée dans le cadre de ce rapport est de faire une analyse approfondie de l'endettement des pays en développement intégrant la dette extérieure et intérieure et de déterminer la solvabilité du secteur public en utilisant le modèle "Approche par la Méthode du Bilan" en établissant une mesure empirique du risque de non remboursement pour quatre pays en développement (le Maroc, les Philippines, le Pakistan et le Ghana).

Ce modèle nous permettra de calculer la richesse nette du secteur public, si cette dernière est négative, l'État identifiera les politiques macro-économiques à suivre pour résorber le déficit budgétaire global et résoudre les difficultés de la balance des paiements, rétablissant ainsi sa solvabilité.

Les résultats obtenus de l'étude empirique du modèle AMB appliquée pour les quatre pays, le Maroc, les Philippines, le Pakistan, le Ghana, montrera que ces derniers sont insolvables.

Ces résultats confirmeront l'urgence pour ces pays à adopter des programmes de stabilisation et de restructuration économique.

Compte tenu des limites du modèle AMB, on proposera une nouvelle approche du modèle AMB, pour le rendre plus opérationnel.

# TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE .....	i
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	viii
REMERCIEMENTS.....	ix
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I : Étude des données statistiques de l'endettement des P.E.D .....	3
1.1 Accroissements des ratios de la dette totale et de la dette extérieure ...	3
1.2 Situation budgétaire des P.E.D.....	5
1.3 Les conséquences du déficit budgétaire.....	6
1.3.1 Déficit budgétaire et croissance économique .....	6
1.3.2 Déficit budgétaire et investissement privé.....	9
1.3.3 Déficit budgétaire, taux d'inflation et taux d'intérêt réel.....	9
CHAPITRE II : Présentation de l'analyse empirique du Modèle "Approche par la Méthode du Bilan" .....	11
2.1 Présentation du modèle .....	11
2.2 Présentation des calculs préliminaires de la richesse nette.....	13
2.3 Présentation des résultats du calcul de la richesse nette.....	15
2.4 Limites du modèle "Approche par la Méthode du Bilan".....	17
2.5 Notre nouvelle approche du modèle .....	19

2.5.1 Présentation du modèle .....	20
<b>CHAPITRE III : Gestion de la crise et l'évolution financière des pays en développement .....</b>	<b>23</b>
3.1 Les conditions imposées pour rétablir la solvabilité des pays en voie de développement.....	23
3.1.1 Le programme d'ajustement adopté par le Maroc .....	25
3.1.2 Le programme d'ajustement adopté par le Ghana .....	26
3.2 Évolution et perspectives des P.E.D.....	27
CONCLUSION .....	30
BIBLIOGRAPHIE.....	32
ANNEXE A : Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Maroc, le Ghana, le Pakistan et les Philippines .....	34
Tableaux 1 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Maroc (1979-1985).....	35
Tableaux 2 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Maroc (1986-1994).....	36
Tableaux 3 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour les Philippines (1979-1986) .....	37
Tableaux 4 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour les Philippines (1987-1994) .....	38
Tableaux 5 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Ghana (1979-1985) .....	39
Tableaux 6 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Ghana (1986-1994) .....	40
Tableaux 7 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Pakistan (1979-1987) .....	41
Tableaux 8 : Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Pakistan (1988-1994) .....	42

Tableaux 9 : Données des avoirs extérieurs nets, du solde primaire et des paiements d'intérêts en % du P.I.B (1979-1986) .....	43
Tableaux 10 : Données des avoirs extérieurs nets, du solde primaire et des paiements d'intérêts en % du P.I.B (1987-1994) .....	44
 ANNEXE B : Situation économique des P.E.D .....	 45
 Graphique 1 : Dette extérieure des P.E.D de 1979-1995 .....	 46
Graphique 2 : Déficit budgétaire des P.E.D .....	47
Graphique 3 : Épargne intérieure et investissement des P.E.D .....	48



## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1-1 : Dette totale (moyenne annuelle, en % du P.I.B).....	3
Tableau 1-2 : Dette extérieure des P.E.D par région (moyenne annuelle en % du P.I.B) .....	4
Tableau 1-3 : La situation budgétaire des P.E.D (moyenne annuelle, en % du P.I.B) .....	5
Tableau 1-4 : Déficit budgétaire et performance économique des P.E.D (moyenne annuelle en % du P.I.B).....	8

## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AMB	Approche par la Méthode du Bilan.
FMI	Fonds Monétaire International.
G.15	Groupe des quinze (15) pays les plus endettés, identifié dans le plan Baker (1985) :  Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Columbia, Côte d'Ivoire, Équateur, Mexique, Maroc, Nigeria, Pérou, les Philippines, Uruguay, Venezuela.
OCDE	L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
OLS	Ordinary Least Square.
P.E.D	Pays En Développement.
P.I.B	Produit Intérieur Brut.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué de loin ou de près à l'élaboration de ce rapport de recherche. J'aimerais souligner d'abord la contribution pédagogique importante de mon directeur Mr André Martens. Je le remercie pour ses encouragements et son soutien. Je remercie aussi Mr Rodrigue Tremblay qui m'a fait part de ses commentaires après un examen critique attentif de ce rapport.

Je remercie mes parents, ma soeur, mes frères, plus particulièrement ma mère qui m'a toujours soutenu et m'a encouragé à aller de l'avant. C'est une mère exceptionnelle, je lui dois tout.

Je remercie mon mari Kamel pour son soutien et sa compréhension.

Je tiens à remercier à titre posthume Mme Lise Salvas pour ses conseils et aussi pour son soutien moral.

## INTRODUCTION

Au cours des années 80, la crise de la dette des pays en développement a constitué une source de difficultés économiques pour ces pays, et une menace pour la viabilité du système financier international.

Au début de la décennie 90, les risques de faillites bancaires, du fait de l'incapacité de quelques pays en développement à assurer le service de leur dette, ont disparu dans une large mesure, alors qu'ils étaient très réels en 1982. Cela tient au fait que, d'une part, les créanciers publics se sont progressivement substitués aux banques dans le financement de ces pays, et que, d'autre part, les banques elles-mêmes se sont de mieux en mieux protégées en constituant des provisions pour pertes sur les créances douteuses.

Du côté des débiteurs, quelques succès ont été enregistrés dans un petit nombre de pays d'Amérique latine à revenu intermédiaire.

Simultanément, les problèmes d'endettement de nombreux pays à faible revenu n'ont fait que s'aggraver. Pour ces pays, la crise d'endettement a marqué l'arrêt du processus de développement, ce qui a conduit à une détérioration du niveau de vie de leur population.

Plusieurs études ont analysé le problème d'endettement extérieur de ces pays, mais peu d'entre elles ont traité le problème de leur dette intérieure.

De ce fait, notre choix s'est porté sur un modèle qui a intégré dans son analyse la dette extérieure et intérieure, ce qui permettra de rendre l'étude de l'endettement des pays en développement plus exhaustive.

L'objectif de ce travail est de présenter, en premier une étude globale et quantitative du problème de l'endettement des pays en développement qui est fondamentalement condensé dans un groupe de pays. On présentera une analyse de la situation budgétaire d'un groupe de 15 pays en développement lourdement endettés à l'extérieure: l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Columbia, la Côte d'ivoire, L'Équateur, le Mexique, le Maroc, le Nigeria, le Pérou, les Philippines, l'Uruguay et le Venezuela.

Dans la deuxième partie, nous présentons l'analyse théorique du modèle "Approche par la Méthode du Bilan", ainsi que les résultats de l'étude empirique qui portera sur quatre pays en développement : le Ghana, le Maroc, le Pakistan et les Philippines. Nous présenterons un examen critique de l'endettement des pays en développement, le problème de leur solvabilité et l'évolution de leur situation financière.

# CHAPITRE 1

## Étude des données statistiques de l'endettement des P.E.D

### 1.1 Accroissements des ratios de la dette totale et de la dette extérieure

La détérioration de la situation économique des pays en développement durant les années 1980 est le résultat de plusieurs facteurs intérieurs et extérieurs. La cause principale de cette détérioration est l'accumulation excessive de leur dette vers la fin des années 1970.

Le tableau 1.1 montre l'augmentation considérable de la dette publique totale des P.E.D, qui a passé de 16,6% durant les années 1973-76 à 38,9% en 1983-89.

Par contre, durant les années 1990, la situation de ces pays s'est nettement améliorée, avec l'adoption de programmes de stabilisation et d'ajustement, leur dette totale (intérieure et extérieure) a diminué de 3,7% durant les années 1990-93.

**Tableau 1.1 : Dette totale (moyenne annuelle en % du P.I.B)**

	<b>Dette publique totale</b>	<b>service de la dette</b>
1973-1976	16.6	12.6
1977-1982	25.0	17.1
1983-89	38.9	22.0
1990-93	35.2	17.4
1994-95	.....	.....

[ Source : world economic outlook data bank octobre 1996 ]

.....: Données non disponibles.

En ce qui concerne la dette extérieure des P.E.D, l'analyse se basera sur des données pour chaque groupe de P.E.D classés sur une base régionale.

Le tableau 1.2 et le graphique 1 de l'annexe B, montrent bien la différence de l'endettement extérieur entre les régions. Par exemple, pour les pays d'Afrique on remarque que, non seulement ils n'ont pas réussi à réduire leur dette extérieure, pire encore, cette dernière a doublé durant les années 1975-82 et 1983-89, en passant de 30,5% à 59,5% du P.I.B pour ensuite augmenter à 86,5% du P.I.B entre 1990-95.

La mauvaise performance des P.E.D dans la région d'Afrique est attribuable aux conditions extérieures défavorables auxquelles ont fait face la majorité de ces pays, surtout pour ceux dont la plus grande partie de leurs revenus dépendaient des exportations de matières premières ou du pétrole dont le prix a fortement baissé.

**Tableau 1.2** : Dette extérieure des P.E.D par région (moyenne annuelle en % du P.I.B)

dette extérieure \ années	<i>1975-82</i>	<i>1983-89</i>	<i>1990-95</i>
Hémisphère ouest	29.6	53.1	42.0
L'Afrique	30.5	59.5	86.5
l'Asie	19.3	25.8	26.2
Le moyen orient	22.5	35.9	41.0

[ Source : world economic outlook data bank,

May 1996 and government finance statistics yearbook 1995 ]

## 1.2 Situation budgétaire des P.E.D

La performance économique des P.E.D a été freinée durant la dernière décennie, la croissance du P.I.B réel a baissé d'un taux moyen annuel de 4.1/4% en 1974-82 à 3.3/4% en 1983-91, leur taux d'inflation moyen a augmenté durant cette même période passant de 24.5% à 46% , et le déficit budgétaire de la majorité des P.E.D a été insoutenable.

On peut voir sur le tableau 1.3 et le graphique 2 annexe B, l'évolution de la situation budgétaire des P.E.D.

Durant la période 1975-89, le déficit budgétaire de ces pays a augmenté en passant de -3.4% à -5.5% (moyenne annuelle), les revenus ont diminué de 20.7% à 19.2% du P.I.B alors que les dépenses ont augmenté de 23.7% à 24.4% du P.I.B durant la même période.

Toutefois, on remarque que la situation budgétaire des P.E.D s'est améliorée entre les années 1990-95, le déficit a baissé de 2.5% du P.I.B, cette performance est le résultat des réformes budgétaires adoptées par la majorité des P.E.D vers la fin des années 1980.

**Tableau 1.3** : La situation budgétaire des P.E.D (moyenne annuelle en % du P.I.B)

	<i>1975-82</i>	<i>1983-89</i>	<i>1990-95</i>
déficit budgétaire	-3.4	-5.5	-3.0
Revenu total	20.7	19.2	18.1
Dépenses totales	23.7	24.4	20.9

[ Source : world economic outlook data bank, May 1996]



Le déficit budgétaire des P.E.D est le résultat de larges dépenses et de faibles revenus.

- Pour la majorité des P.E.D, les dépenses élevées sont associées aux politiques des gouvernements qui veulent accélérer le processus du développement et d'industrialisation et aussi à l'octroi de larges subventions aux entreprises publiques, afin de couvrir leurs déficits d'opération.

- La faiblesse des revenus est attribuée à plusieurs causes :

La présence de plus en plus marquante d'activité économique informelle, l'imposition de taxes de plus en plus élevées et le contrôle des prix, associés à la faiblesse dans les structures institutionnelles et administratives ont contribué à la dépendance excessive des pays en développement des droits de douane. Ces taxes ont compté pour plus de 30% des revenus fiscaux des P.E.D durant la période 1975-90, comparée à seulement 3% pour les pays industrialisés.

### **1.3. Les conséquences du déficit budgétaire**

#### **1.3.1. Déficit budgétaire et croissance économique**

L'analyse de la situation économique des différents pays en développement classés en trois groupes selon l'ampleur de leur déficit budgétaire, montre que le groupe des P.E.D qui a un faible déficit budgétaire (ou un surplus), a un taux de croissance du P.I.B plus élevé que celui du groupe de P.E.D qui a un déficit budgétaire modéré ou élevé.

À court terme, le déficit budgétaire peut être partiellement le résultat d'une faible croissance économique, ou même un déficit élevé et une faible croissance économique peuvent être partiellement attribués à des conditions extérieures difficiles, telles que l'augmentation globale des taux d'intérêts. Néanmoins, l'expérience des P.E.D montre que l'absence de politique budgétaire rigoureuse entraîne la persistance du déficit budgétaire, ce qui réduit le taux de croissance à long terme.

Les P.E.D, qui ont connu des déficits budgétaires très élevés durant les années 1980, ont eu une croissance de seulement 3% de leur P.I.B durant la période 1990-95, comparée à un taux de croissance de 7% pour les pays qui ont eu un faible déficit budgétaire (voir tableau 1.4).

**Tableau 1.4 : Déficit budgétaire et performance économique des P.E.D**  
(moyenne annuelle en % du P.I.B)

	déficit. budgt.	P.I.B. réel	invest. priv.	epar. priv.	T.d'infl.	T.d'int.
<b><u>Défic. budg. faible</u></b>						
1975-82	-0.2	5.1	16.0	19.7	13.2	-2.1
1983-89	-1.4	6.4	16.6	23.3	12.2	2.9
1990-95	-1.2	6.9	19.9	29.0	14.4	1.6
<b><u>défic. budg. modéré</u></b>						
1975-82	-6.7	3.0	10.0	20.2	34.5	-5.6
1983-89	-6.0	2.6	12.6	18.4	51.5	0.8
1990-95	-3.5	5.0	15.6	16.3	33.8	1.3
<b><u>défic. budg. élevé</u></b>						
1975-82	-5.5	4.6	14.9	19.1	15.4	-4.8
1983-89	-12.1	3.2	12.4	18.9	29.3	-2.2
1990-95	-6.0	3.1	14.9	13.9	16.6	-2.5

[ Source : world economic outlook data bank, May 1996 ]

Remarques :

- Pour le taux d'inflation, c'est le changement en % annuel, le Brésil n'est pas inclus dans le calcul de ce taux.

- Pour le P.I.B, c'est le changement en % annuel.

### **1.3.2. Déficit budgétaire et investissement privé**

Le déficit budgétaire peut freiner la croissance économique en affectant l'épargne et l'investissement privé.

On peut voir sur le tableau 1.4, que le taux d'épargne et d'investissement privé est plus élevé dans les pays qui ont un faible déficit budgétaire.

Durant les années 1980, dans les P.E.D qui ont un faible déficit budgétaire, le ratio de leur épargne privée/P.I.B était de 4,5% plus élevé que le taux d'épargne des P.E.D qui avait un déficit budgétaire très élevé. La différence dans les taux d'épargne privée entre les P.E.D classés selon leur déficit budgétaire, avait considérablement augmenté durant les années 1990.

Malgré l'augmentation des flux de capitaux étrangers vers les P.E.D durant ces dernières années, l'épargne intérieure reste toujours la principale source des fonds qui financent en moyenne 95% des investissements des P.E.D. L'augmentation enregistrée récemment dans l'épargne intérieure a renforcé la formation du capital pour la majorité des P.E.D (voir graphique 3 annexe B).

### **1.3.3 Déficit budgétaire, taux d'inflation et taux d'intérêt réel**

Un déficit budgétaire dans les P.E.D est généralement associé à un taux d'inflation élevé car ces déficits sont essentiellement financés par la création monétaire.

Durant les années 1980, plusieurs pays d'Amérique latine tels que l'Argentine, le Brésil et le Mexique ont connu des taux d'inflation très

élevés, lesquels étaient en grande partie le résultat d'un déficit budgétaire insoutenable .

Le taux d'inflation est toujours resté très élevé dans certains P.E.D, mais en moyenne ce taux a considérablement baissé durant les dernières années grâce aux programmes de stabilisation et d'ajustement adoptés par la majorité des pays en développement.

L'amélioration la plus remarquable est celle réalisée par le Brésil qui a réussi à diminuer son taux d'inflation mensuel moyen de 40% durant la première moitié de 1994 à presque 1.5% en 1995.

La majorité des P.E.D ont connu des taux d'intérêt réel négatif. Les gouvernements dans plusieurs P.E.D sont intervenus sur les marchés financiers pour contrôler les taux d'intérêts afin de financer leur déficit budgétaire à des taux inférieurs aux taux du marché. Cela a largement limité le développement des marchés financiers et a limité la disponibilité des crédits au secteur privé.

On peut voir sur le tableau 1.4, que les taux d'inflation et les taux d'intérêt réels négatifs sont beaucoup plus élevés dans les pays qui ont des déficits budgétaires très élevés.

## CHAPITRE 2

### **Présentation de l'analyse empirique du modèle "Approche par la Méthode du Bilan (AMB)"**

Le modèle de Pablo.E.Guidotti et Manmohan.S.Kumar permet de calculer la richesse nette du secteur public (gouvernement). L'approche utilisée dans cette étude empirique définit le bilan du gouvernement par des actifs et passifs courants.

#### **2.1. Présentation du modèle**

Le bilan du secteur public est défini comme suit :

a) L'actif du gouvernement : il se compose d'actifs courants (les flux écumptés de revenus des taxes et autres sources,(excluant les actifs fixes).

b) Le passif du gouvernement : les dépenses (courantes et de capital), les subventions et autres obligations courantes.

$$\text{Actif} - \text{Passif} = \text{Richesse nette}$$

Si  $\text{Actif} < \text{Passif} \Rightarrow$  la richesse nette est négative  $\Rightarrow$  le gouvernement est insolvable.

Si  $\text{Actif} > \text{Passif} \Rightarrow$  la richesse nette est positive  $\Rightarrow$  le gouvernement est solvable.

La question de solvabilité du gouvernement est cruciale pour les pays en développement qui sont lourdement endettés. Un gouvernement solvable

pourra toujours disposer d'argent frais auprès de ses créanciers, ce qui ne sera pas le cas, s'il s'avère insolvable.

Le bilan du gouvernement peut être représenté schématiquement par l'équation suivante :

$$EA^* + R = G + S + iBT + K \dots \dots \dots (1)$$

Où la richesse nette :

$$K = EA^* + R - (G + S) - iBT \quad (1a)$$

où :

**A\*** : les réserves libellées en devises.

**E** : Taux de change.

**R** : Revenus (taxes et autres).

**G** : Dépenses (courantes et de capital).

**S** : Subventions.

**iBT** : Service de la dette.

**K** : Richesse nette.

On pose :

$$P = [R - (G+S)] + \text{paiements d'intérêts}$$

Où,  $P$  : Solde primaire.

En remplaçant  $P$  dans l'équation (1a), on a la formule du calcul de la richesse nette :

$$K = EA^* + P - iBT \quad (1b)$$

Cette approche nous permet d'apprécier si le débiteur est à même d'assumer les charges découlant des dettes contractées, et aussi de déterminer avec précision comment maintenir la solvabilité du secteur public; une augmentation de la dette doit être compensée soit par l'augmentation des actifs (les revenus) ou par la compression des dépenses courantes.

## **2.2 Présentation des calculs préliminaires de la richesse nette**

Le modèle AMB a été appliqué pour quatre pays en développement : le Maroc, le Ghana, le Pakistan et les Philippines. Le calcul de la richesse nette courante est basé sur les actifs et passifs courants sur une période de seize années (1979-94).

Avant d'estimer le modèle, on doit effectuer des calculs préliminaires. Le logiciel informatique "Microsoft Excel" a été utilisé pour effectuer ces calculs qui sont :

1. Conversion en dollars US des données du produit intérieur brut (P.I.B), des avoirs extérieurs nets, des dépenses totales, des recettes totales et des



paiements d'intérêts (les données dans l'annuaire des statistiques financières internationales, S.F.I. et dans le *Government finance statistics yearbook* sont en monnaie locale du pays sous étude).

2. Calcul du solde primaire qui représente la différence entre les recettes, les dépenses et le paiement d'intérêt :  $P = [R - (G+S)] + \text{paiements d'intérêts}$

P : Solde primaire.

R : Recette.

G+S : Dépenses du gouvernement + subvention.

3. Calculs des ratios suivants :

- Avoirs extérieurs nets / P.I.B.

- Solde primaire / P.I.B.

- Paiements d'intérêts / P.I.B.

Les résultats de ces calculs sont présentés séparément pour chaque pays dans l'annexe A.

### **2.3 Présentation des résultats du calcul de la richesse nette**

Une fois le solde primaire, avoirs extérieurs nets et paiements d'intérêts (en % du P.I.B) calculés, on a procédé au calcul de la richesse nette en appliquant le modèle (AMB). Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau suivant :

**Tableau 2.1 : Calcul de la richesse nette du gouvernement**

<b>Années / Pays</b>	<b>Maroc</b>	<b>Ghana</b>	<b>Pakistan</b>	<b>Philippines</b>
<b>1979</b>	-7,33	-4,9	-1,23	-5,59
<b>1980</b>	-9,15	-3,56	2,54	-8,59
<b>1981</b>	-14,47	-6,48	-1,88	1,09
<b>1982</b>	-14,87	-5,48	-1,75	-17,81
<b>1983</b>	-13,77	.....	-0,04	-21,33
<b>1984</b>	-12,91	-8,45	-3,61	-19,29
<b>1985</b>	-13,83	-11,75	-5,96	-21,01
<b>1986</b>	.....	-0,19	-8,18	20,15
<b>1987</b>	-6,47	.....	.....	16,14
<b>1988</b>	-3,51	.....	-4,6	-14,28
<b>1989</b>	-4,87	.....	-9,35	-9,65
<b>1990</b>	4,74	.....	-6,18	-12,49
<b>1991</b>	.....	.....	-10,75	-3,34
<b>1992</b>	.....	.....	-12,56	.....
<b>1993</b>	.....	.....	-7,58	.....
<b>1994</b>	.....	.....	.....	.....

*Note : les calculs sont basés sur l'équation 1b.*

*.....: Données non disponibles*

D'après les résultats obtenus pour les différents pays on remarque :

- les quatre pays sont insolubles, leur richesse nette est négative sur toute la période de 1979-94, et la détérioration a été plus marquante à partir de 1982 (crise de la dette des pays en développement).

- Toutefois, parmi ces quatre pays, on remarque une nette amélioration de l'insolvabilité du Ghana, elle est passée d'une richesse nette négative -4.9% à -0.19% du P.I.B entre 1979-86. Cette performance est due aux réformes entreprises par cette dernière.

La situation est plus critique pour le Maroc où sa richesse nette est passée de -7.33% à -13.83% du P.I.B entre 1979-85. Mais on remarque une amélioration à partir de 1987 où la richesse nette est passée de -6.47% du P.I.B à -4.87% du P.I.B en 1989, pour ensuite devenir positive 4.74% du P.I.B en 1990. Cette performance est le résultat de la politique d'ajustement adoptée par le gouvernement du Maroc, qui a été basée sur un ensemble de mesures de politique économique qui a concerné le commerce extérieur, le contrôle des changes, la politique des prix, le régime fiscal et, récemment, le système monétaire et financier.

Les créanciers (publiques et privés) se sont basés sur ces résultats qui montrent l'incapacité de ces 4 pays (ainsi que de la grande majorité des P.E.D) à dégager un excédent budgétaire primaire suffisant, pour imposer à ces pays l'adoption de programme d'ajustement structurel, notamment la privatisation des entreprises publiques qui sont inefficaces et largement subventionnées et la libéralisation des marchés des biens, des marchés du travail et des marchés financiers.

## **2.4 Limites du modèle "Approche par la Méthode du Bilan"**

Le modèle "Approche par la Méthode du Bilan" tel que présenté par les deux économistes du FMI ( Guidotti et Kumar ) est :

1. fondé sur des hypothèses très simplistes, ce qui réduit sa capacité prédictive. C'est pourquoi on a coutume d'observer certains indicateurs susceptibles d'indiquer la plus au moins grande difficulté de remboursement. Ces indicateurs concernent la dette globale, le service de la dette, ou même les seuls versements d'intérêts.

Le montant absolu de ces diverses grandeurs peut être rapporté au P.I.B, ou encore aux exportations de biens et services. Des niveaux trop élevés de ces indicateurs révèlent un risque de défaut de paiement, mais il est difficile de déterminer un seuil précis qui marquerait le passage à une situation d'insolvabilité. Un tel seuil dépend beaucoup de la structure de l'économie qui s'endette et de sa flexibilité (possibilité ou non d'obtenir une croissance rapide des exportations et/ou des recettes publiques).

Pour éviter toute interprétation erronée, il faut tenir compte du fait que, les données publiées sur le service de la dette sont les versements effectifs. Or, le service payé peut être très différent du service contractuel, celui qui devait être acquitté suivant l'échéancier initial. Le maintien des indicateurs à un faible niveau peut donc signifier soit que le pays est faiblement endetté, soit qu'il ne rembourse pas et constitue donc des arriérés de paiement.

2. Selon le modèle AMB, l'analyse de la solvabilité des P.E.D se fait sur un interval infini, avec l'instabilité tant économique que politique que connaissent les P.E.D, cela rend le modèle peu réaliste.

3. Le modèle utilise un taux d'escompte ( $r$ ), (la formule de calcul est :  $K=EA^* + \sum P(1/1+r)^{t-1} - BT$ ), défini comme étant la différence entre le taux d'intérêt réel et le taux de croissance du P.I.B. Or, on sait que le taux d'intérêt réel dans les P.E.D est très volatile.

4. Le modèle AMB, choisi pour analyser la situation financière de l'État, définit le déficit budgétaire comme la différence entre les dépenses et les recettes d'un État, ce déficit est exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (P.I.B) pour pouvoir faire des comparaisons d'une période à l'autre ou entre différents pays, une mesure de ce type peut paraître objective, mais ce n'est pas toujours vrai pour les raisons suivantes :

a) Les données du FMI et de la Banque mondiale :

Avant de calculer la richesse nette des quatre pays en développement (Ghana, Maroc, Pakistan et les Philippines) et procéder à une analyse de leurs situations financières, il fallait convertir toutes les données en une monnaie commune (\$ U.S).

On a utilisé le taux de change en vigueur, mais la parité des pouvoirs d'achat (PPA) qui reflète seulement l'équilibre des prix internationaux des biens échangeables ne tient pas en compte le prix des biens non échangeables, alors que la proportion de ces derniers est très importante dans les pays en développement.

Dans ce cas l'utilisation de cette mesure est biaisé et la comparaison entre les pays est un peu faussée.

b) Les politiques des gouvernements :

Chacun des quatre pays étudiés peut adopter des mesures différentes visant à réduire son déficit (sans pour autant s'attaquer aux racines du déficit). Par exemple, un pays peut décider de dénationaliser certaines entreprises du secteur public en les vendant au secteur privé et dans un autre pays, d'annoncer l'obligation des contribuables à payer une fois pour toutes leurs impôts dus.

Toutes ces mesures ont pour effet de réduire le déficit budgétaire mais avec des politiques différentes.

c) Niveau d'activité économique :

Le déficit budgétaire exerce une influence sur le niveau d'activité économique et il en subit aussi l'influence. Le déficit a tendance à augmenter automatiquement en période de récession, et à se résorber spontanément en période d'expansion. En conséquence, une comparaison non pondérée des déficits budgétaires concernant des années différentes pour un ou plusieurs pays différents, aboutira à des conclusions erronées.

## **2.5 Notre nouvelle approche du modèle**

Le modèle "forward-looking balance sheet" tel que définit par P.E.Guidotti et M.S.Kumar, inclut les actifs et passifs futurs, dans cette nouvelle approche, on a apporté des changements au modèle pour le rendre plus opérationnel.

Ce qui est important à souligner dans cette approche, est sa façon de définir l'actif et le passif, elle inclut dans le bilan le stock des actifs et passifs

courants ainsi que le flux des revenus et dépenses futures actualisés avec un taux d'actualisation donné [BUI 83].

### 2.5.1 Présentation du modèle

La richesse nette (K) est égale à :

$$K = EA^* + \sum P(1/1+r)^{t-1} - BT \quad (2)$$

L'équation (2) est déduite de l'équation (1b)

où :  $P = [R - (G+S)] + \text{paiements d'intérêts}$

avec :  $P$  : Solde primaire (est la différence entre les recettes courantes totales et les dépenses totales courantes nettes des paiements d'intérêts).

et,  $BT = B + eB^*$

avec :  $BT$  : dette totale.

$B$  : dette intérieure.

$eB^*$  : dette extérieure.

$r$  : taux d'actualisation.

Le calcul de la richesse nette du secteur public se fait sur la base de la valeur future actualisée du solde primaire anticipé (c'est-à-dire, anticipation de tous les revenus et dépenses futurs), ainsi que le stock de la dette totale et des avoirs extérieurs anticipés.

Les anticipations des actifs et passifs se feront en estimant des droites de tendances pour chacun des termes du bilan, en utilisant la méthode des OLS.

L'équation de la richesse est la suivante :

$$K_0 = EA^* + \sum P(1/1+r)^{t-1} - BT$$

Avec  $P = R - (G + S); \quad BT = B + eB^*$

On pose :

$$G + S = D$$

$$B + eB^* = BT$$

les droites de tendance sont :

$$eA^* = eA^* + \beta t + \mu \quad ; \quad R = R_0 + \alpha t + \mu$$

$$D = D_0 + \gamma t + \mu \quad ; \quad BT = BT_0 + \delta t + \mu$$

Avec  $\mu$  : Terme d'erreur

L'équation de la richesse nette s'écrit alors :

$$K = (eA^* + R_0 - D_0 - BT_0) + (\beta + \alpha - \gamma - \delta) t + \mu$$

$$(eA^* + R_0 - D_0 - BT_0) = K_0 \quad ; \quad (\beta + \alpha - \gamma - \delta) t = bt$$

$$K = K_0 + bt + \mu$$

Une fois cette richesse calculée, quatre cas possibles surgiront :



**Premier cas :  $K_0 < 0$  et  $b < 0$**

Le premier cas possible est d'avoir une richesse et un coefficient de tendance négatif; ceci implique que le gouvernement est donc insolvable sur toute la période anticipée.

**Deuxième cas :  $K_0 < 0$  et  $b > 0$**

La richesse est négative, mais le coefficient de tendance est positif; ceci signifie qu'à un moment donné (sur la période anticipée) cette richesse deviendra positive, rétablissant ainsi la solvabilité du gouvernement.

**Troisième cas :  $K_0 > 0$  et  $b < 0$**

Dans ce cas, même si la richesse est positive, mais comme le coefficient de tendance est négatif, donc à une période donnée elle redeviendra négative.

**Quatrième cas :  $K_0 > 0$  et  $b > 0$**

Ce dernier cas montre que le gouvernement est parfaitement solvable sur toute la période considérée.

Les deux cas les plus critiques sont ceux où le coefficient de tendance est négatif.

On pourra faire une étude de sensibilité des coefficients ( $\beta + \alpha - \gamma - \delta$ ) pour déterminer le coefficient qui influera ( $b$ ) de façon à ce qu'il redevienne positif.

Une fois le ou les coefficients sont identifiés, il ne restera plus qu'à choisir les politiques économiques adéquates.

## **CHAPITRE 3**

### **Gestion de la crise et l'évolution financière des pays en développement**

#### **3.1 Les conditions imposées pour rétablir la solvabilité des pays en voie de développement**

L'étude empirique montre que les quatre pays (Maroc, Ghana, Pakistan et les Philippines) ont des difficultés économiques qui ont atteint des proportions importantes, rendant difficile le paiement des charges financières.

Chacun de ces quatre pays a dû conclure un accord prévoyant le report des paiements à une période ultérieure, visant à alléger les problèmes de paiement des dettes (le rééchelonnement des dettes extérieures).

Les demandes de rééchelonnement ont été acceptées à la seule condition de mettre en place un programme d'ajustement élaboré par ces pays (en difficultés de paiement) en collaboration étroite avec le FMI. Le fond leur a tracé les grandes lignes de ce programme et ces gouvernements se sont chargés de les insérer dans leurs politiques économiques.

Ces programmes d'ajustement ont un champ d'application très étendu, du fait qu'il concernent tous les outils de la politique financière et monétaire. Il couvrent le commerce extérieur, le taux de change, le volume des dépenses publiques quelle qu'en soit la fonction.

Les programmes d'ajustement visent à :

- . Alléger le déficit extérieur : ceci se réalise notamment par le contrôle des importations, la dévaluation monétaire et l'encouragement des investissements étrangers.

- . Établir l'équilibre budgétaire : consiste à comprimer les dépenses gouvernementales et élever la pression fiscale.

- . Stimuler l'épargne : trouver le meilleur moyen d'accroître le volume total de l'épargne intérieure.

La question qui se pose est la suivante : comment influencer sur l'affectation de l'épargne disponible, de sorte que les capitaux à investir soient dirigés vers les secteurs économiques qui en ont le plus besoin? La mobilisation de l'épargne ne pourra se réaliser sans la mise en place d'un marché financier parfait. Dans la plupart des pays en développement, les marchés financiers sont restreints et les possibilités de diversification des établissements financiers et des instruments ou actifs financiers y sont limitées.

Aussi en raison de la mauvaise qualité des communications qui entrave la diffusion de l'information, notamment en ce qui concerne le volume et le coût des capitaux disponibles, divers types de prêts sont assortis de taux d'intérêt différent.

Les quatre pays étudiés (Maroc, Ghana, Pakistan et les Philippines) ont adopté des programmes d'ajustement. Parmi ces quatre pays, on présentera seulement les réformes adoptées par le Maroc et le Ghana.

### **3.1.1 Le programme d'ajustement adopté par le Maroc**

Depuis 1983, le Maroc a appliqué des programmes d'ajustement de plus en plus sévères visant surtout à :

- . réduire le déficit budgétaire,
- . réformer la fiscalité,
- . dévaluer la monnaie nationale (dirham marocain).

Le déficit budgétaire est passé, par rapport au P.I.B, de 11,5% en 1982 à 7,4% en 1983 et à 6,1% en 1986 [NAAO 89].

La réforme fiscale a commencé avec l'introduction de la TVA en 1986, qui a remplacé l'impôt sur le chiffre d'affaire, et l'application de l'impôt sur les sociétés en 1987, qui a remplacé l'impôt sur les bénéfices professionnels. Cette réforme vise l'amélioration du rendement fiscal et s'applique selon les propositions des experts du FMI.

Pour réduire le déficit budgétaire, le gouvernement Marocain a également dû abandonner la politique de la création d'emplois par le secteur public, supprimer les subventions à certaines entreprises et comprimer les dépenses sociales.

La valeur du dirham a considérablement diminué en raison de nombreuses dévaluations. Entre 1975 et 1987, la monnaie marocaine a (en face du dollar) perdu 108 % de sa valeur [NAAO 89].

Le système monétaire et financier a été, jusqu'en 1990, largement utilisé comme moyen d'assurer le financement du déficit budgétaire. Des limites étaient fixées à l'expansion du crédit par l'existence d'emplois obligatoires des fonds tels que l'obligation d'acheter des bons du trésor et des bons de caisse C.N.C.A, et l'existence du système d'encadrement du crédit. Avec la levée de l'encadrement du crédit et la réduction substantielle du contrôle des taux d'intérêt, le crédit bancaire et les taux d'intérêt ont fortement augmenté. La réserve monétaire est passée de 12% des dépôts à vue de la clientèle en septembre 1990 à 22,5% des dépôts à vue de la clientèle en janvier 1992.

Les réformes à venir semblent aller vers une décompensation et une déréglementation supplémentaire des prix, une réduction de l'impôt sur les sociétés et des taxes à l'importation, une diminution accrue du contrôle des changes et une réforme du système financier.

### **3.1.2 Le programme d'ajustement adopté par le Ghana**

Au lendemain de l'indépendance, le gouvernement ghanéen a mis au point un plan de développement des infrastructures et des industries de base, en vue de transformer la structure de l'économie jusque-là fondée sur le cacao. L'application de cette politique se traduit par un important déficit de la balance des paiements lié à l'accroissement des importations nécessaires au développement du programme industriel.

Compte tenu de l'ampleur des besoins de réserves, le Ghana a utilisé à fond la procédure des crédits fournisseurs dont l'accumulation a conduit à une crise de liquidité.

Des négociations sont alors engagées avec le FMI pour réaménager la dette dont les objectifs étaient les suivants :

- . La correction du déséquilibre extérieur,
- . l'arrêt de l'inflation,
- . l'accroissement du volume de l'emploi,
- . la restauration de l'équilibre budgétaire.

Des politiques monétaires et fiscales furent mises en oeuvre. Les investissements publics furent réduits, tandis que l'accent était mis sur le secteur privé.

Le réaménagement de la dette extérieure fut des plus laborieux et nécessita trois conférences (1966, 1968 et 1970) [BEKO 85]. Dans les faits ce réaménagement de la dette extérieure a alourdi considérablement le fardeau ghanéen. L'activité économique s'est ralentie et s'est désorganisée car les effets pervers se sont conjugués avec ceux de la chute des cours du cacao.

### **3.2 Évolution et perspectives des P.E.D**

L'expérience de la décennie 80 montre que l'ajustement dans les économies endettées est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour sortir de la crise de l'endettement. En effet, les difficultés financières ne peuvent se résorber sans croissance, et la croissance ne peut redémarrer sans un allègement des contraintes financières qui pèsent sur le budget de l'État et sur la balance des paiements.

La contribution de la stratégie d'allégement de la dette mise en place par les créanciers publics aux succès obtenus dans les années récentes ne peut être négligeable. Depuis 1989, les créanciers publics ont opéré un virage dans leur stratégie de gestion de la dette, en préconisant la réduction du stock ou des charges de la dette plutôt que le simple rééchelonnement ou refinancement dans certains cas.

Le plan annoncé par le secrétaire au Trésor américain, Nicholas Brady, en mars 1989, a aidé à relancer la confiance de la croissance dans quelques pays importants d'Amérique latine.

La question qui se pose maintenant est celle de savoir si cette stratégie d'allégement est à même de résorber définitivement la crise de la dette.

Une partie des améliorations récemment enregistrées tient à la baisse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, qui ne se traduit pas pour l'instant dans l'évolution des taux à long terme. Il est par conséquent possible que les taux à court terme sur le dollar remonteront, augmentant de nouveau les charges d'intérêts des pays endettés à taux variable. À ce sujet, un point positif du plan Brady tient au fait qu'une partie de la dette a été convertie en dette à taux fixe.

L'allégement de la dette doit être accompagné d'une amélioration continue dans la gestion de l'économie endettée, et surtout de ses finances publiques, amélioration qui est nécessaire pour parvenir à un traitement efficace de la crise de la dette. Il faut par conséquent rechercher des solutions qui permettent d'allier allégement de la dette et incitation à une meilleure politique d'ajustement.

Il faut rechercher des mécanismes multiplicateurs, créant un lien entre les efforts supplémentaires d'ajustement de la part d'un débiteur et les efforts d'allégement de la dette consentis par ses créanciers, de telle sorte que la politique d'ajustement puisse effectivement conduire à une amélioration prévisible du bien-être de la population qui doit en supporter initialement les coûts.

Paradoxalement, malgré les remises de dettes et la transformation en dons de la plupart des financements extérieurs, ce sont les indicateurs d'endettement des pays très pauvres, notamment africains, qui se détériorent le plus dans les années récentes. Pour une bonne part, c'est le résultat du fait que ces pays ne remboursent que très peu, ce qui provoque une croissance " arithmétique " de la dette, mais aussi du fait que la croissance des agrégats de référence, P.I.B ou exportations, est très faible, voire négative (notamment en raison de la chute des cours internationaux des matières premières).



## CONCLUSION

Le modèle "Approche par la Méthode du Bilan" a facilité l'étude de l'évolution de la situation financière du secteur public, a montré l'importance d'analyser la situation extérieure et intérieure conjointement afin de définir les programmes de réforme à suivre.

Le problème de fond tient à la conception que les P.E.D ont du développement de leurs économies. Ce développement apparaissait possible dès qu'un stock de capital technique et financier était disponible. Ainsi de vastes programmes d'industrialisation ont été développés dont la réalisation reposait sur une importation massive d'équipements des pays industrialisés, importation favorisée par des emprunts extérieurs pour pallier à l'insuffisance de l'épargne interne. Seulement, au fur et à mesure de leur intensification s'est développé une très grande dépendance de ces économies.

L'objectif de ces réformes consiste d'abord à assurer que le développement s'accompagne d'un effort interne de production de technologie et de connaissances répondant aux besoins de la société en lui permettant de développer des capacités productives qui améliorent constamment sa productivité. Cela favorisera le maintien de la stabilité de l'environnement macro-économique, ce qui signifie de s'engager à maintenir le déficit budgétaire à un pourcentage minime du P.I.B.

Il faut souligner que le succès des efforts d'ajustement des P.E.D dépend également de la conjoncture internationale, notamment des politiques menées par les pays industrialisés. Si l'on ne facilite pas l'accès des P.E.D aux marchés des pays industrialisés pour accroître leurs exportations, ils ont peu de chance à poursuivre leurs efforts d'ajustement.

La politique de réduction du déficit doit être crédible et durable, en outre les modalités et le rythme d'exécution de cette politique doivent être compatibles avec la recherche de l'efficacité et de la croissance à long terme. Il faut généralement concilier, d'une part, la période de la réduction du déficit et d'autre part, la qualité et la durabilité du programme d'ajustement.

Nous devons mettre l'accent sur la complémentarité existante entre les politiques intérieures et le financement extérieur, sous diverses formes.

Dans la plupart des cas, l'amélioration de politiques non complétées par un financement extérieur adéquat risque de compromettre tout progrès en rendant l'ajustement trop coûteux d'un point de vue aussi bien social que politique, de même un financement supplémentaire non accompagné d'une amélioration de la politique intérieure ne fera qu'encourager la fuite de capitaux et la consommation publique non productive.

En conclusion beaucoup reste à faire pour que l'on puisse considérer que la crise de la dette est achevée, non seulement pour les banques, mais pour l'ensemble des parties concernées.

## BIBLIOGRAPHIE

- [BEKO 85] Bruno Bekolo - EBE, Le Statut de l'endettement extérieur dans l'économie sous-développée: Analyse critique, Éditions Présence Africaine, Paris, 1985.
- [BUI 83] Buiters, W., Measurement of the public sector deficit and its implications for policy evaluation and design, Staff papers, IMF, Washington, D.C. Vol. 30, pp. 306-49 June 1983.
- [GOVE 80-95] Government Finance Statistics Yearbook, 1980-1995
- [GUID 91] P.Guidotti, Kumar, Domestic public debt of externally indebted countries, I.M.F, Washington, D.C, Occasional paper, No: 80, June 1991.
- [NAAO 89] Sabah Naaoush, Dettes extérieures des pays arabes, Éditions L'Harmattan, Paris, 1989.

- [NASH 92] K.Nashashibi, S.Gupta,C.Liuksila, H.Lorie,et W.Mahler,  
the fiscal dimensions of adjustment in low-income  
countries, I.M.F., Washington, D.C, Occasional paper  
No.: 95, April 1992.
- [SANC 82] J.C. Sanchez Arnau, Dette et Développement,  
Éditions PUBLISHED, Paris, 1982
- [SELO 90] M.Selowsky. la reprise de la croissance en Amérique  
latine", Finances et Développement , Juin 1990.
- [STAT 96] Statistiques Financières Internationales, Annuaire 1996.
- [VITO 91] Vito Tanzi et M. S. Lutz, Interest Rates and Government  
debt, I.M.F., Washington, D.C, Working Paper, 1991.
- [WORL 96] World Economic Outlook Data Bank, October, May 1996

## **ANNEXE A**

**Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Maroc, le Ghana, le Pakistan  
et les Philippines**

**Tableau .1.:** Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Maroc  
(1979-1985)

Années	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
T. de change	3.899	3.937	5.172	6.023	7.111	8.811	10.062
taux \$/DH	0.2564	0.254	0.19334	0.16603	0.14062	0.1134	0.0993
avoir.ext.net. DH	1337	239	-946	-3385	-6123	-7798	-8789
Avr.ext.millions \$	342.908	60.7061	-182.907	-562.012	-861.06	-885.03	-873.484
P.I.B.milliards DH	62.04	74.09	79.03	92.9	99.14	112.34	129.51
P.I.B.milliards \$	15.91177	18.8188	15.2803	15.4242	13.9417	12.7499	12.8711
depen.tota.millions DH	21673	24520	30903	34822	32043	33399	39336
paiem.intér.millions.DH	1360	1758	2924	3144	3549	4442	6234
paiem.intér.millions.\$	348.807	446.5328	565.3518	521.999	499.0852	504.142	619.558
dep.- intér.millions.DH	20313	22762	27979	31678	28494	28957	33102
dep.- int.millions.\$	5209.797	5781.559	5409.706	5259.505	4007.031	3286.460	3289.803
Rec.Tota.millions DH	15803	17502	20418	24388	24516	26684	30213
Rec.Tota.millions\$	4053.09	4445.516	3947.795	4049.144	3447.616	3028.487	3002.683
Solde prim.millions \$	-1156.70	-1336.042	-1461.910	-1210.36	-559.414	-257.972	-287.119
Avr.ext.(\$)%de.p.i.b.	2.16%	0.32%	-1.20%	-3.64%	-6.18%	-6.94%	-6.79%
sol.prim.(\$)%de.p.i.b.	-7.27%	-7.10%	-9.57%	-7.85%	-4.01%	-2.02%	-2.23%
pai.intér.(\$)%de p.i.b.	2.19%	2.37%	3.70%	3.38%	3.58%	3.95%	4.81%

..... : *Données non disponibles*

**Tableau .2.:** Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Maroc  
(1986-1994)

<b>Années</b>	<b>1986</b>	<b>1987</b>	<b>1988</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
T. de change	9,104	8,359	8,209	8,488	8,242	8,707	8,538	9,299	9,203
taux \$/DH	0,10984	0,11963	0,1218	0,11781	0,12132	0,1148	0,11712	0,1075	0,1086
avoir.ext.net. DH	-5376	-3054	-523	453	14841	22999	29546	35260	40002
Avr.ext.millions \$	-590,50	-365,35	-63,710	53,3694	1800,65	2641,4	3460,52	3791,8	4346,6
P.I.B.milliards DH	154,73	156,69	181,58	193,93	213,99	240,76	245,57	.....	.....
P.I.B.milliards \$	16,9958	18,745	22,119	22,8475	25,9633	27,651	28,7620	.....	.....
depen.tota.millions DH	44752	44163	51300	59121	61342	67400	73008	.....	.....
paiem.intér.millions.DH	7715	7191	9409	11147	9905	.....	.....	.....	.....
paiem.intér.millions.\$	847,429	860,270	1146,18	1313,26	1201,77	.....	.....	.....	.....
dep.- intér.millions.DH	37037	36972	41891	47974	51437	.....	.....	.....	.....
dep.- int.millions.\$	4068,21	4423,01	5103,05	5651,97	6240,83	.....	.....	.....	.....
Rec.Tota.millions DH	32884	37089	45454	49238	56635	62437	69907	.....	.....
Rec.Tota.millions\$	3612,03	4437,01	5537,09	5800,89	6871,51	7170,8	8187,74	.....	.....
Solde prim.millions \$	-456,17	13,9968	434,035	148,916	630,672	.....	.....	.....	.....
Avr.ext.(\$)%de.p.i.b.	-3,47%	-1,95%	-0,29%	0,23%	6,94%	9,55%	12,03%	.....	.....
sol.prim.(\$)%de.p.i.b.	-2,68%	0,07%	1,96%	0,65%	2,43%	.....	.....	.....	.....
pai.intér.(\$)%de p.i.b.	4,99%	4,59%	5,18%	5,75%	4,63%	.....	.....	.....	.....

..... : *Données non disponibles*

**Tableau .3.: Calculs préliminaires de la richesse nette pour les Philippines (1979-1986)**

<b>Années</b>	<b>1979</b>	<b>1980</b>	<b>1981</b>	<b>1982</b>	<b>1983</b>	<b>1984</b>	<b>1985</b>	<b>1986</b>
T. de change	7,378	7,511	7,9	8,54	11,113	16,699	18,607	20,386
taux \$/pesos	0,1355	0,1331	0,1265	0,11709	0,0899	0,0598	0,0537	0,04905
avoir.ext.net.pesos	-15,84	-22,52	-28,5	-53,36	-79,1	-104,92	-124,55	126,49
Avr.ext.milliards \$	-2,1469	-2,998	-3,6075	-6,248	-7,1177	-6,2830	-6,6937	6,2047
P.I.B.milliards pesos	217,5	243,7	281,6	317,2	369,1	524,5	571,7	609,3
P.I.B.milliards \$	29,479	32,445	35,645	37,142	33,213	31,409	30,724	29,888
dép.tota.millions pesos	25417	32561	3888	40821	44942	52753	64084	82409
paiem.int.millions pesos	1939	2296	2437	3569	5033	10538	14669	21008
paiem.int.millions.\$	262,808	305,684	308,481	417,91	452,893	631,055	788,35	1030,51
dep.- int.millions pesos	23478	30265	1451	37252	39909	42215	49415	61401
dep.- int.millions \$	3182,16	4029,42	183,670	4362,06	3591,19	2527,99	2655,72	3011,91
Rec.Tota. millions pesos	29095	34151	35478	37710	45290	56467	68577	78714
Rec.Tota.millions.\$	3943,48	4546,79	4490,88 6	4415,69	4075,407	3381,45	3685,54	3861,17
Solde prim.millions \$	761,317	517,374	4307,21	53,629	484,207	853,46	1029,82	849,25
Avr.ext.(\$)%de.p.i.b.	-7,28%	-9,24%	-10,12%	-16,82%	-21,43%	-20,00%	-21,79%	20,76%
sol.pr.(\$)%de.p.i.b.	2,58%	1,59%	12,08%	0,14%	1,46%	2,72%	3,35%	2,84%
pai.int.(\$)% de.p.i.b.	0,89%	0,94%	0,87%	1,13%	1,36%	2,01%	2,57%	3,45%



**Tableau .4.: Calculs préliminaires de la richesse nette pour les Philippines (1987-1994)**

<b>Années</b>	<b>1987</b>	<b>1988</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
T. de change	20,568	21,095	21,734	24,311	27,479	25,512	27,12	26,417
taux \$/pesos	0.0486	0.0474	0.04601	0.0411	0.03639	0.03919	0.0368	0.0378
avoir.ext.net.pesos	117,67	-96,81	-74,23	-97,65	-18,25	34,8	108,42	125,87
Avr.ext.milliadrs \$	5,721	-4,589	-3,415	-4,0167	-0,6641	1,364	3,997	4,764
P.I.B.milliards pesos	685,9	803	925,4	1077,2	1248	1351,6	1474,5	1693,9
P.I.B.milliards \$	33,347	38,0658	42,578	44,309	45,416	52,978	54,369	64,121
dép.tota.millions pesos	108451	128867	165789	215328	241171	265620	272391	309942
paiem.int.millions pesos	36940	45904	54714	71114	74922	.....	.....	.....
paiem.int.millions.\$	1795,99	2176,060	2517,43	2925,17	2726,51	.....	.....	.....
dep.- int.millions pesos	71511	82963	111075	144214	166249	.....	.....	.....
dep.- int.millions \$	3476,808	3932,82	5110,65	5932,04	6050,038	.....	.....	.....
Rec.Tota. millions pesos	101495	111086	150709	178522	217715	240571	258855	334488
Rec.Tota.millions.\$	4934,607	5265,98	6934,25	7343,26	7922,95	9429,71	9544,8	.....
Solde prim.millions \$	1457,79	1333,15	1823,59	1411,21	1872,92	.....	.....	.....
Avr.ext.(\$)%de.p.i.b.	17,16%	-12,06%	-8,02%	-9,07%	-1,46%	2,57%	7,35%	7,43%
sol.pr.(\$)%de.p.i.b.	4,37%	3,50%	4,28%	3,18%	4,12%	.....	.....	.....
pai.int.(\$)% de.p.i.b.	5,39%	5,72%	5,91%	6,60%	6,00%	.....	.....	.....

..... : Données non disponibles

**Tableau .5.: Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Ghana  
(1979-1985)**

<b>Années</b>	<b>1979</b>	<b>1980</b>	<b>1981</b>	<b>1982</b>	<b>1983</b>	<b>1984</b>	<b>1985</b>
T. de change	2,75	2,75	2,75	2,75	8,83	35,99	54,37
Taux \$/ cedis	0,3636	0,3636	0,3636	0,3636	0,1132	0,0277	0,0183
Avoir.ext.net.cedis	313	187	-221	-15	-5795	-17895	-33227
Avr.ext.millions \$	113,818	68	-80,363	-5,454	-656,28	-497,221	-611,127
P.I.B.millions cedis	28222	42853	72526	86451	184038	270561	343048
P.I.B.millions \$	10262,54	15582,9	26373,09	31436,72	20842,35	7517,67	6309,50
Dépen.Tota.millions cedis	4296	4668	7719	9530	14755	26696	45763
Paiem.int.millions cedis	542	725	1022	1974	.....	3425	5086
Paiem.int.millions \$	197,090	263,63	371,63	717,81	.....	95,1653237	93,544234
Dépen.- int.millions cedis	3754	3943	6697	7556	.....	23271	40677
Dépen.- int.millions \$	1365,090	1433,81	2435,27	2747,63	.....	646,59	748,15
Rec.Tota.millions cedis	2600	2951	3234	4804	10185	21728	38691
Rec.Tota.millions \$	945,454	1073,09	1176	1746,90	1153,45	603,723	711,62
Solde prim.millions \$	-419,636	-360,727	-1259,27	-1000,72	.....	-42,873	-36,527
Avr.ext. \$ %de.p.i.b	1,11%	0,44%	-0,30%	-0,02%	-3,15%	-6,61%	-9,69%
sol.pr.\$ %de.p.i.b	-4,09%	-2,31%	-4,77%	-3,18%	.....	-0,57%	-0,58%
pai.int.\$ % de p.i.b.	1,92%	1,69%	1,41%	2,28%	.....	1,27%	1,48%

..... : Données non disponibles

**Tableau .6.: Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Ghana  
(1986-1994)**

<b>Années</b>	<b>1986</b>	<b>1987</b>	<b>1988</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
T. de change	89.2	153.73	202.35	270	326.33	367.83	437.09	649.06	956.71
Taux \$/ cedis	0.0112	0.0065	0.0049	0.0037	0.00306	0.0027	0.00228	0.0015	0.00104
Avoir.ext.net.cedis	-56	-131	-153	-181	-152	-91	-228	-295.45	-164.05
Avr.ext.millions \$	-0.6278	-0.8521	-0.7561	-0.6703	-0.4657	-0.2473	-0.5216	-0.4551	-0.1714
P.I.B.millions cedis	511.4	746	1051.2	1417.2	2031.7	2574.8	3008.8	3932.4	.....
P.I.B.millions \$	5.733	4.852	5.194	5.2488	6.225	6.999	6.883	6.058	.....
Dépen.Tota.millions cedis	70660	102135	143897	196466	254473	340262	498813	813526	.....
Paiem.int.millions cedis	11341	10587	14107	18744	27318	42828	61004	134778	.....
Paiem.int.millions \$	27.141	68.867	69.715	69.422	83.7128	116.434	139.568	207.65	.....
Dépen.- int.millions cedis	59319	91548	129790	177722	227155	297434	437809	678748	.....
Dépen.- int.millions \$	665.01	595.51	641.41	658.229	696.089	808.618	1001.64	1045.7	.....
Rec.Tota.millions cedis	69758	105009	142238	193170	239501	354359	333558	657581	.....
Rec.Tota.millions \$	782.04	683.07	702.93	715.44	733.92	963.377	763.133	1013.1	.....
Solde prim.millions \$	117.02	87.562	61.517	57.214	37.832	154.758	-238.51	-32.611	.....
Avr.ext. \$ %de.p.i.b	-0.01%	-0.02%	-0.01%	-0.01%	-0.01%	0.00%	-0.01%	-0.01%	.....
sol.pr.\$ %de.p.i.b	2.04%	1.80%	1.18%	1.09%	0.61%	2.21%	-3.46%	-0.54%	.....
pai.int.\$ % de p.i.b.	2.22%	1.42%	1.34%	1.32%	1.34%	1.66%	2.03%	3.43%	.....

..... : Données non disponibles

**Tableau .7.: Calculs préliminaires de la richesse nette pour le  
Pakistan (1979-1987)**

<b>Années</b>	<b>1979</b>	<b>1980</b>	<b>1981</b>	<b>1982</b>	<b>1983</b>	<b>1984</b>	<b>1985</b>	<b>1986</b>	<b>1987</b>
T. de change	9,9	9,9	9,9	11,847	13,117	14,046	15,928	16,648	17,399
taux \$/roupies	0,1010	0,1010	0,1010	0,0844	0,0762	0,0711	0,0627	0,0600	0,0574
Avoir.ext.net.Milliards roupies	4343	8931	2785	-689	12693	-3554	-10926	-11656	-8497
Avr.ext.millions \$	438,68	902,12	281,31	-58,15	967,67	-253,02	-685,96	-700,14	-488,3
P.I.B. milliards roupies	194,92	234,18	278,2	324,16	364,39	419,8	472,16	514,53	572,48
P.I.B.milliards \$	19,688	23,654	28,101	27,362	27,779	29,887	29,643	30,906	32,903
Dépen.Tota.millions roupies	36241	41084	53392	55355	70560	82627	93613	120114	12782
Paiem.int.millions roupies	3833	4870	5631	7260	10624	13587	15920	19015	.....
paiem.int.millions.\$	387,171	491,91	568,78	612,81	809,94	967,32	999,49	1142,1	.....
Dépen.- int.millions roupies	32408	36214	47761	48095	59936	69040	77693	101099	.....
Dépen.- int.millions \$	3273,53	3657,9	4824,3	4059,6	569,33	4915,27	4877,76	6072,7	.....
Rec.Tota.millions roupies	29502	38102	45359	50370	57750	71042	76351	89716	98976
Rec.Tota.millions \$	2980	3848,6	4581,7	4251,7	4402,6 8	5057,81	4793,50	5388,9	5688,6
Solde prim.millions \$	-293,53	190,70	-242,6	192,03	-166,65	142,531	-84,254	-683,74	.....
Avr.ext. \$ %de.p.i.b	2,23%	3,81%	1,00%	-0,21%	3,48%	-0,85%	-2,31%	-2,27%	-1,48%
sol.pr. \$ %de.p.i.b	-1,49%	0,81%	-0,86%	0,70%	-0,60%	0,48%	-0,28%	-2,21%	.....
pai.int. \$ % de p.i.b.	1,97%	2,08%	2,02%	2,24%	2,92%	3,24%	3,37%	3,70%	.....

..... : Données non disponibles

**Tableau .8: Calculs préliminaires de la richesse nette pour le Pakistan (1988-1994)**

<b>Années</b>	<b>1988</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
T. de change	18,003	20,541	21,707	23,801	25,083	28,107	30,567
taux \$/roupies	0,05554	0,0486	0,04606	0,0420	0,03986	0,0355	0,0327
Avoir.ext.net.Milliards roupies	-8672	-23895	-25024	-43101	-73269	-26173	42424
Avr.ext.millions \$	-481,69	-1163,28	-1152,80	-1810,89	-2921,06	-931,19	1387,90
P.I.B. milliards roupies	675,39	769,75	862,45	1022,3	1202,35	1341,95	1564,97
P.I.B.milliards \$	37,515	37,473	39,731	42,951	47,934	47,744	51,198
Dépen.Tota.millions roupies	142248	191463	192079	237388	294370	325499	357646
Paiem.int.millions roupies	30000	37877	48125	54111	61899	80520	96455
paiem.int.millions.\$	1666,388	1843,97	2217,026	2273,47	2467,76	2864,76	3155,52
Dépen.- int.millions roupies	112248	153586	143954	183277	232471	244979	261191
Dépen.- int.millions \$	6234,96	7477,045	6631,68	7700,39	9268,07	8715,94	8544,86
Rec.Tota.millions roupies	119844	143370	163825	170642	216586	250004	288693
Rec.Tota.millions \$	6656,89	6979,69	7547,10	7169,53	8634,77	8894,72	9444,59
Solde prim.millions \$	421,92	-497,34	915,41	-530,86	-633,29	178,781	899,72
Avr.ext. \$ %de.p.i.b	-1,28%	-3,10%	-2,90%	-4,22%	-6,09%	-1,95%	2,71%
sol.pr. \$ %de.p.i.b	1,12%	-1,33%	2,30%	-1,24%	-1,32%	0,37%	1,76%
pai.int. \$ % de p.i.b.	4,44%	4,92%	5,58%	5,29%	5,15%	6,00%	6,16%

..... : Données non disponibles

**Tableau .9.:** Données des avoirs extérieurs nets, du solde primaire et des paiements d'intérêts en % du PIB (1979-1986)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<b>Avoirs ext.(net)</b>								
MAROC	2.16	0.32	-1.2	-3.64	-6.18	-6.94	-6.79	-3.47
GHANA	1.11	0.44	-0.3	-0.02	-3.15	-6.61	-9.69	-0.01
PAKISTAN	2.23	3.81	1	-0.21	3.48	-0.85	-2.31	-2.27
PHILIPPINES	-7.28	-9.24	-10.12	-16.82	-21.43	-20	-21.79	20.76
<b>solde primaire</b>								
MAROC	-7.27	-7.1	-9.57	-7.85	-4.01	-2.02	-2.23	-2.68
GHANA	-4.09	-2.31	-4.77	-3.18	.....	-0.57	-0.58	2.04
PAKISTAN	-1.49	0.81	-0.86	0.7	-0.6	0.48	-0.28	-2.21
PHILIPPINES	2.58	1.59	12.08	0.14	1.46	2.72	3.35	2.84
<b>Paiem.D'intér.</b>								
MAROC	2.19	2.37	3.70	3.38	3.58	3.95	4.81	4.99
GHANA	1.92	1.69	1.41	2.28	.....	1.27	1.48	2.22
PAKISTAN	1.97	2.08	2.02	2.24	2.92	3.24	3.37	3.70
PHILIPPINES	0.89	0.94	0.87	1.13	1.36	2.01	2.57	3.45

..... : Données non disponibles

**Tableau .10.:** Données des avoirs extérieurs nets, du solde primaire et des paiements d'intérêts en % du PIB (1987-1994)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<b>Avoirs ext.(net)</b>								
MAROC	-1.95	-0.29	0.23	6.94	9.55	12.03	.....	.....
GHANA	-0.02	-0.01	-0.01	-0.01	.....	-0.01	-0.01	.....
PAKISTAN	-1.48	-1.28	-3.1	-2.9	-4.22	-6.09	-1.95	2.71
PHILIPPINES	17.16	-12.06	-8.02	-9.07	-1.46	2.57	7.35	7.43
<b>solde primaire</b>								
MAROC	0.07	1.96	0.65	2.43	.....	.....	.....	.....
GHANA	1.8	1.18	1.09	0.61	2.21	-3.46	-0.54	.....
PAKISTAN	.....	1.12	-1.33	2.3	-1.24	-1.32	0.37	1.76
PHILIPPINES	4.37	3.5	4.28	3.18	4.12	.....	.....	.....
<b>Paiem. D'intér.</b>								
MAROC	4.59	5.18	5.75	4.63	.....	.....	.....	.....
GHANA	1.42	1.34	1.32	1.34	1.66	2.03	3.43	.....
PAKISTAN	.....	4.44	4.92	5.58	5.29	5.15	6.00	6.16
PHILIPPINES	5.39	5.72	5.91	6.60	6.00	.....	.....	.....

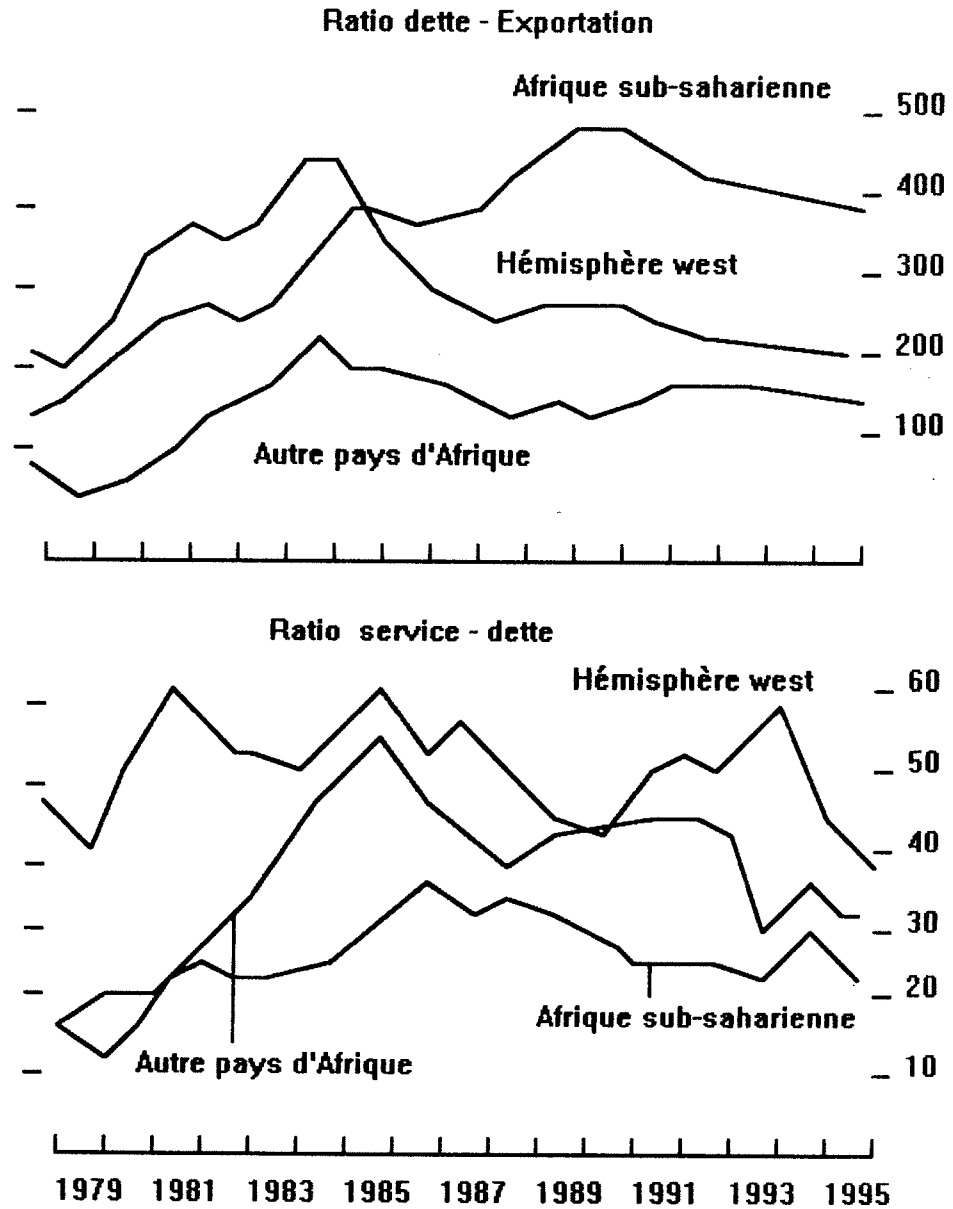
..... : Données non disponibles

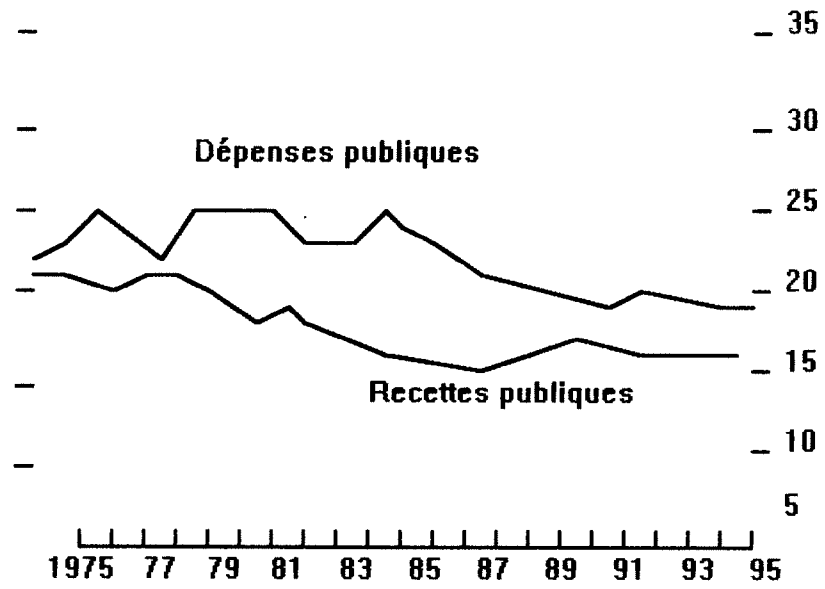
## **ANNEXE B**

### **Situation économique des P.E.D**



**Graphique 1: Dette extérieure des P.E.D (en % des exportations des biens et services)**



**Graphique 2: Déficit budgétaire des P.E.D (en % du P.I.B)**

**Graphique 3: Épargne intérieure et investissement des P.E.D.**